



Le texte qui suit provient d'un article plus long au sujet de la Première Nation de Kingsclear. Ces extraits permettront aux élèves d'en arriver à quatre conclusions à travers un exercice dans chacun des sujets suivants : les  mathématiques, l'  écriture, les  sciences humaines, et l'  art visuel.

Histoire de la Première Nation **Malécite** de Kingslear jusqu'à 1950

(Version abrégée jusqu'à la Confédération de 1867)

Par Andrea Bear Nicholas, Chaire en Études autochtones, St. Thomas University, juin 2013

Avant de nous établir à Kingsclear en 1795, notre peuple vivait dans un village nommé **Ekwpahak**, ce qui signifie « Limite de la marée », qui se trouvait à quelques milles en aval de Kingsclear sur la rive sud-ouest du **Wolastoq** (la rivière Saint-Jean), à un endroit qu'on appelle maintenant Island View.  À la fin du printemps et pendant l'été, nous installions nos wigwams sur l'île adjacente qu'on connaît maintenant sous le nom d'île **Ekwpahak**. Là, nous chassions le saumon, l'achigan et l'esturgeon à la lance, nous plantions du maïs et nous récoltions des plantes médicinales et des aliments, y compris les crosses de violon, les baies, les noix cendrées, les raisins et les pommes de terre sauvages.

 Depuis les années 1730, ce village d'**Ekwpahak** avait été le siège de notre gouvernement, et l'endroit où tout notre peuple se réunissait chaque été lors de rassemblements et de célébrations annuels. Des deux côtés de ce village se trouvaient des hameaux acadiens éparpillés entre Pointe-Sainte-Anne (maintenant Fredericton) et French Village (maintenant Kingsclear). Juste avant la fin de la guerre dite « de la Conquête » ou « contre les Français et les Indiens » (1755-1760), des soldats anglais ont élevé un fort à l'embouchure de notre rivière et, selon la tradition, ont attaqué et brûlé notre village et notre église

à **Ekwpahak** pendant l'hiver 1758, à peu près au même moment que le village acadien de Pointe-Sainte-Anne a été attaqué et incendié.

 Malgré une Proclamation royale en 1763 qui interdisait l'arpentage et la saisie de terres indiennes sans le consentement conjoint de la Couronne et des chefs Indiens, les autorités anglaises à Halifax  ont distribué plus d'un million d'acres (4050km²) de nos terres en 1765, de l'embouchure de notre rivière jusqu'à bien en amont d'**Ekwpahak**, sans jamais nous en informer et sans que nous n'y consentions. Peut-être pour cacher combien de nos terres avaient été données à d'autres, les autorités anglaises à Halifax nous  ont réservé à peu près 700 acres (3 km²)  autour de notre village à **Ekwpahak** (500 sur le continent et un peu plus de 200 sur l'île).  En fait, ils l'ont fait trois fois – en 1765, 1768, et 1779. Mais peu après l'arrivée des Loyalistes sur notre rivière, après la fin de la Révolution américaine en 1783,  on dit que  le juge Isaac Allen,  un riche membre du Conseil exécutif du Lieutenant-gouverneur dans la province nouvellement établie du Nouveau-Brunswick, a convaincu nos chefs de lui donner à bail, pour sa maison et sa ferme, la terre ferme et l'île de **Ekwpahak** pour £25 par an. Cet arrangement a duré jusqu'en 1789, lorsque  le juge Allen a réussi, on ne sait comment, à persuader ces dirigeants de renouveler le bail pour une période de 999 ans à un taux annuel de £100. Selon nos traditions, cela a causé  une telle dispute qu'au moins un chef et sa famille ont fui à **Peskkotomuhkati (Pescomody)**.

Au cours des années suivantes, il semblerait que le juge Allen s'est appliqué à se procurer définitivement les terres d'**Ekwpahak**. Bien que les **Malécites** ne semblent pas en avoir fait la demande, le gouvernement du Nouveau-Brunswick a émis  à nos chefs un titre de propriété officiel pour ces terres en 1792, puis, en 1794, Allen s'est arrangé pour acheter les terres  des chefs pour £2000. Malheureusement, lorsque les chefs sont venus conclure l'affaire, ils ont découvert qu'un quart de l'argent  (£500) serait retenu pour donner au prêtre pour qu'il puisse déménager tous les **Malécites** d'**Ekwpahak**  à **Tobique (Neqotkuk)**. Du solde dû à notre peuple (£1500), la moitié a été donnée aux chefs sous forme de marchandises, et l'autre moitié, seulement £750, en argent comptant. Non seulement était-ce là une fraude qui a escroqué aux **Malécites** des terres de très grande valeur, mais en tant qu'achat privé, il s'agissait une violation flagrante de la Proclamation royale.

 Comme le nouveau prêtre, le père François Ciquard, n'arrivait pas à convaincre les **Malécites**, maintenant sans domicile, de déménager à **Tobique (Neqotkuk)**, il a acheté à peu près 12 acres (0,5 km²) de terrain à Kingsclear pour environ £15. Pour une quelconque étrange raison, il a nommé « les Français catholiques » comme propriétaires du terrain, un fait qui a été inconnu de notre peuple pour plus d'un siècle. Bien qu'il ait prétendu avoir convaincu notre peuple d'élever la première église à Kingsclear, une simple structure recouverte d'écorce, il n'y a aucune trace de  ce qu'il a fait avec le solde des £485 qu'il avait reçues du gouvernement du Nouveau-Brunswick pour la vente de nos terres.

Pendant la  deuxième décennie des années 1800, les **Malécites**  en amont et en aval de la rivière ont commencé à éprouver de sévères disettes suivant le vol de leurs terres, le flot de nouveaux colonisateurs, la prolifération de scieries qui décimaient la pêche, et l'exploitation massive des forêts qui détruisait les bois et chassait au loin le gibier. Il semblerait aussi que des épidémies non identifiées ont lourdement touché notre peuple à cette époque. En réaction, à plusieurs occasions le gouvernement du

Nouveau-Brunswick, à contrecœur, nous a fourni en nourriture, semences et vêtements d'urgence.

Tentant de nous transformer en fermiers, et peut-être en récompense de notre neutralité et le service de quelques-uns de nos hommes lors de la marche du 104^e Régiment (en 1813), le gouvernement du Nouveau-Brunswick nous a acheté un autre 300 🏠 acres (1,2 km²) de terrain adjacents notre terrain à Kingsclear, et nous a fourni en semences, outils et de l'aide pour nos fermes.

👉 Pendant cette époque, la majorité de notre peuple est en effet demeurée migratoire, descendant la rivière lors des mois plus cléments pour négocier avec les colonisateurs et 🍷 pour récolter de la nourriture et les matières premières nécessaires pour faire des canots, des paniers et d'autres nécessités. En même temps, notre village de Kingsclear a pris un aspect plus permanent à mesure que 🍷 plus en plus d'entre nous (40-50 familles) se sont mis à y vivre à longueur d'année dans des habitations carrées, mais encore recouvertes d'écorce. Ce mode de vie plus sédentaire s'est développé parce que plusieurs de nos familles s'adonnaient maintenant à l'agriculture, et parce que 👉 de plus en plus de femmes, d'enfants et d'Aînés restaient au village pendant l'hiver puisque les hommes devaient maintenant voyager beaucoup plus loin dans les bois pour chasser. 👥 Notre peuple est devenu si démuni, cependant, qu'au milieu des années 1820, de grands groupes de **Malécites** ont commencé à se présenter aux marches de Government House (résidence du gouverneur) chaque Jour de l'An pour solliciter de l'aide. 👉 Cette pratique est rapidement devenue une fête annuelle donnée par le Lieutenant-gouverneur. Entretemps, les premiers Commissaires aux affaires indiennes (agents des Indiens) ont été nommés afin de superviser un système 👉 d'aide aux Indiens, mais destinée seulement à ceux qui étaient considérés comme « malades et infirmes ».



Malécites en train de construire un canot en écorce de bouleau à St. Mary's, sur la côte nord de la rivière Saint-Jean. L'homme taillant le bois est Edward Paul. Le prix dépassait rarement cinq dollars. Archives du Nouveau-Brunswick P5-381

Lors du rassemblement du Nouvel An à Government House 👥 en 1830, le Grand Chef Toma Francis a demandé s'il était vrai que nos terres étaient sur le point de nous être enlevées. On lui a répondu que cela était faux, mais c'était un mensonge éhonté. En fait, 👥 en 1827 de nouveaux règlements permettaient

la mise aux enchères de prétendues « terres de la Couronne » afin que le gouvernement puisse s'en départir et qu'elles soient colonisées. Il s'agissait d'entre 14 et 16 millions d'acres (56 650 à 67 750 km²) que nous n'avions jamais cédés, et  au début des années 1830, la ruée vers les terres était bel et bien entamée. En quelques années seulement, une grande entreprise internationale a obtenu pour une bouchée de pain 500 000 acres (2025 km²) au cœur de ce qui restait de nos terrains de chasse (à la source des rivières Nackawic, Keswick, Nashwaak et Miramichi), et d'innombrables immigrants se faisaient recruter pour défricher et coloniser ce qui deviendrait le village de Stanley, au centre des terres vendues.

Au ce moment, on a lancé un mouvement concerté pour convaincre notre peuple d'abandonner son mode de vie migratoire. On pressait ceux d'entre nous qui vivaient saisonnièrement à Grand Lac et ailleurs de s'installer de manière permanente à Kingsclear, où les autorités espéraient pouvoir subdiviser les terres et encourager la propriété privée. Comme on pouvait s'y attendre, notre peuple a rejeté les deux idées, préférant la possession collective des terres et la liberté de pouvoir voyager au loin comme nous l'avions toujours fait. D'ailleurs, nous avons continué pendant plus d'un siècle de camper en amont et en aval de la rivière afin de  récolter du bois et de l'écorce pour nos canots, nos outils et nos objets à vendre, un droit qui nous avait été garanti lors d'une conférence avec les Anglais en 1778. Deux campements, l'un sur les îles Brothers Islands près de la ville de Saint-Jean et l'autre à St. Mary's de l'autre côté de la rivière de Fredericton, sont devenus très importants pour nous en tant qu'endroits où nous pouvions vendre nos articles (paniers, brosses, raquettes, mocassins et objets perlés) et trouver du travail occasionnel comme guides ou journaliers. De ces sites, seul celui de Brothers Islands était  formellement réservé à notre peuple avant la Confédération.

 En 1849, comme notre pauvreté semblait toujours s'accroître, des chefs Malécites ont soumis une pétition au gouvernement pour une aide régulière d'une sorte ou d'une autre qui ne serait pas réservée aux seuls malades et infirmes. Ils ont fait remarquer que le premier Lieutenant-gouverneur de la province avait fait la promesse de leur réserver leurs terrains de chasse, mais qu'étant donné que cette promesse n'avait pas été respectée, ils ne pouvaient plus survivre de la chasse seule. Même l'agriculture s'était avérée ne pas pouvoir garantir leur survie, car plusieurs récoltes avaient été perdues au fil des années. Néanmoins, aucun système régulier d'aide n'a été mis en place. En fait, notre pauvreté est devenue de plus en plus grave en conséquence de nouvelles lois promulguées dès début des années 1850 et qui réduisaient de plus en plus ce qui restait de nos droits de chasse et de pêche.

 Il est triste de noter que l'on trouve une série de pétitions au cours de cette période où notre peuple décrit sa pauvreté et supplie le gouvernement du Nouveau-Brunswick de lui apporter de l'aide. Même le transfert de l'autorité sur les Indiens et leurs terres au gouvernement fédéral à l'époque de la Confédération n'a rien fait pour alléger notre misère.

 Depuis la vente de nos terres à **Ekwpahak** en 1794, Kingsclear a été la demeure du Grand Chef des Malécites et le siège du gouvernement traditionnel Malécite. Il a aussi abrité nos ceintures wampum sacrées, qui associaient notre peuple à la Confédération **Wabanaki** et le Feu du Grand Conseil à Kahnawake.